

EUROPE1-LE JDD inquiet du retentissement de la demande de François Asselineau de lancer la procédure de destitution de Macron...

Le JDD consacre [un article entier](#) au prétendu "fantasme de certains gilets jaunes" que représenterait cette idée, en précisant que "cela n'a aucune chance de se produire".

Laissant pointer une certaine inquiétude, le JDD souligne que c'est François Asselineau et l'UPR qui ont lancé cette idée et qu'ils sont très suivis sur cette question, avec des vidéos qui recueillent "des centaines de milliers de vues" sur Internet !!

Commentaires

Si l'on suivait le raisonnement du JDD :

- il ne faudrait jamais faire de manifestation (parce qu'elles ne donnent généralement aucun résultat),
- il ne faudrait jamais se présenter en outsider à la moindre élection (parce que les électeurs se laissent influencer par les médias et les instituts de sondage),
- l'opposition parlementaire ne devrait jamais déposer des propositions de loi ou des amendements (parce qu'ils sont systématiquement rejetés par la majorité).

Dans ces conditions, pourquoi le lancement de la procédure de l'article 68 devrait-il donc être écarté au motif qu'il risquerait d'être rejeté comme le sont les amendements de l'opposition ?

Le JDD ne parle pas de l'effet de dynamique dévastatrice que le lancement de la procédure de destitution, même par une soixantaine de députés, pourrait produire contre l'arrogance et le mépris de Macron.

Le JDD n'évoque pas l'hypothèse où la situation dégénère.

Qu'est-ce qui assure qu'il n'y aura pas des députés En Marche prêts à quitter le navire Macron en perdition et à se rallier au mouvement ?

La politique et l'histoire sont pleines d'événements inattendus et de rebondissements.

Et même si cette initiative devait échouer du fait de la majorité En Marche, ce serait un coup terrible porté à Macron si une centaine de députés votaient - pour la 1re fois dans notre histoire - le lancement de la procédure de destitution.

Et elle aurait aussi le mérite immense de démasquer tous les Tartuffes, parmi les députés et sénateurs, qui prétendent soutenir le peuple mais qui se rangeraient du côté de Macron.

FA

29 novembre 2018